

REGARDS CROISÉS SUR LES DROITS DES FEMMES EN FRANCE : QUELS ENJEUX ET PERSPECTIVES D'ACTION ?



**REGARDS CROISÉS
SUR LES DROITS DES
FEMMES EN FRANCE :
QUELS ENJEUX ET
PERSPECTIVES D'ACTION ?**

ACTES DU CYCLE
DE WEBINAIRES
ORGANISÉS PAR LA CNCDDH

**REGARDS CROISÉS
SUR LES DROITS DES FEMMES
EN FRANCE :
QUELS ENJEUX ET
PERSPECTIVES D'ACTION ?**

ACTES DU CYCLE
DE WEBINAIRES ORGANISÉS
PAR LA CNCDH

Coordination

Michel Tabbal

Comité scientifique

Anne Castagnos-Sen

Laurène Chesnel

Georges Kutukdjian

Renata Tretiakova

Retranscription

Victoria Bellami

Avec le soutien de

Axelle Amirault

Océane Bergonzoli

Céline Branaa-Roche

Shannon Dubois

Léo Farvacque

Magali Lafourcade

Floriane Linh Robert

Roula Mamlouk

Camille Miguët

Céline Morales

Alix Myczkowski

Caroline Nguyen

Johanne Pinot

Cécile Riou-Batista

Louise Savri

Margot Tedesco

En application du code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992, une reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation de l'éditeur. Il est rappelé à cet égard que l'usage abusif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre.

© Catherine Cordasco.

© Direction de l'information légale et administrative, Paris, 2022.

ISBN : 978-2-11-157605-6 (papier)

978-2-11-157684-1 (PDF web)

AVANT-PROPOS

Nous nous faisons souvent une très haute idée des droits fondamentaux, mais s'agissant des droits des femmes, il ne va pas toujours de soi de leur donner leur juste signification et encore moins une réalité concrète dans un contexte général de régression depuis le début de la pandémie.

Dans ce paysage contrasté et décevant, je voudrais partager deux convictions profondes et un motif de se réjouir.

En premier lieu, l'étendue concrète des droits fondamentaux accordés aux femmes et aux filles n'est finalement que le reflet du regard porté sur celles-ci. C'est pourquoi la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) entend souligner l'importance de désinvisibiliser les femmes, les filles, comme les personnes non binaires, ou encore les personnes LGBTI.

En second lieu – et il y a là déjà un levier de nature à susciter l'optimisme – le regard porté sur les droits des femmes change sous l'impulsion de réflexions universalistes. En abordant les droits des femmes sous l'angle universel des droits humains, la CNCDH entend rappeler avec force les caractéristiques essentielles que revêt chacun de ces droits : universels, inaliénables, interdépendants et exigibles auprès des États.

Devant ce changement de regard, beaucoup ne sont pas très enthousiastes. Ceux-là préfèrent segmenter les droits, en les cantonnant dans le domaine du spécifique et en considérant que les droits fondamentaux des femmes et des filles sont un sujet qui ne saurait intéresser qu'elles, et non l'ensemble des êtres humains. S'y ajoute la réticence des chapelles bien gardées et, celle plus générale, à l'égard du changement des habitudes. Toutefois, la réflexion court, et il est aisé de constater qu'ils sont de moins en moins nombreux ceux qui considèrent que les femmes seraient une diversité, une altérité, et prétendraient ainsi en creux que le neutre ou le référentiel universel serait incarné par le masculin.

Porteuse de l'engagement de faire vivre les droits des femmes et de les ériger à leur juste hauteur, la CNCDH a cherché à partager une expérience originale. Nous avons fait le choix de réunir ici, suivant une approche pluridisciplinaire d'envergure, des personnalités variées, qui ont à cœur d'explorer les questionnements de l'époque sur le sens de ces droits et d'interroger les traditions trop assurées.

Et je tiens d'emblée à exprimer notre joie devant le succès – inédit – de cette série qui portait pourtant sur des thèmes difficiles : les violences faites aux femmes, la culture et l'éducation, les droits sexuels et reproductifs. Le nombre de participants tient bien évidemment à l'immense qualité des intervenants.

Mais, il me semble que ce succès révèle aussi que la société est enfin prête à voir bien en face l'étendue des violences, des inégalités et des discriminations qui pèsent sur les destinées des femmes et des filles.

À travers ces webinaires, chacun aura pu saisir l'originalité du travail de la CNCDH qui s'attache à toujours mêler l'expertise de terrain, le champ de la recherche scientifique, le regard international et le plaidoyer institutionnel. Comme d'autres institutions consultatives œuvrant dans le champ des droits et libertés, la CNCDH produit des contenus riches permettant d'éclairer la décision publique.

Mais chacun aura compris que l'essentiel de sa puissance est ailleurs : la CNCDH est l'institution nationale française des droits de l'Homme accréditée auprès des Nations Unies. C'est en actionnant un double levier, celui des mécanismes internationaux de contrôle du respect des droits humains et celui du soutien des organisations de la société civile qui la composent qu'elle parvient à porter plus loin l'ambition de promouvoir et protéger les droits humains.

Guidée par cette approche universaliste, la CNCDH travaille les thématiques des droits des femmes suivant deux modalités complémentaires. Elle s'emploie à rechercher et expliciter la dimension sexo-spécifique de chacune des violations des droits humains qu'elle investigate. Ainsi, elle dresse bien souvent le constat que là où les droits les plus fondamentaux de la personne humaine sont violés, ce sont les femmes qui sont les plus gravement touchées.

Au-delà de ce travail systématique, la CNCDH s'engage aussi sur tous les débats d'importance : les violences sexuelles, la PMA pour toutes, les discriminations sexistes en santé. Comme le montrent les débats parlementaires, ses analyses, diagnostics et propositions d'amendement nourrissent les réflexions et les actions les plus concrètes de politique publique. L'avis que la CNCDH a consacré en 2016 à la notion de féminicide en donne une claire illustration. S'appuyant comme toujours sur les travaux des Nations Unies, en l'espèce ceux de l'Organisation mondiale de la santé, la CNCDH a démontré l'intérêt de cette notion pour cadrer politiquement et dans l'espace médiatique ce type de violences extrêmes et massives que subissent les femmes. En donnant à cette notion – jusque-là moquée – une valeur institutionnelle et en la densifiant dans le contexte français, la CNCDH a largement contribué à sortir ces actes de la silenciation qui les recouvrait et à les situer plus justement. Jusque-là perçus comme appartenant à la sphère privée, au champ du simple fait divers, voire revêtus de la romantique appellation de « crimes passionnels », ces actes sont désormais traités pour ce qu'ils sont, à savoir des meurtres et des assassinats de genre, dont il importe de révéler toute la dimension politique et patriarcale.

Avant la pandémie, l'effectivité des droits des femmes progressait trop lentement, mais depuis, c'est un recul très net qui frappe quasiment tous les États. Cette période nous oblige. Elle nous somme de nous mobiliser davantage, d'agir de façon plus complète, globale et cohérente. Dans le paysage des mobilisations, la CNCDH est une institution à même de jouer un rôle pivot entre l'échelon supranational et la réalité dans les territoires français, entre les enjeux politiques et les constats dressés par la société civile. Et c'est le sens de cette publication.

Pas un instant, nous n'oublions combien la problématique de l'effectivité des droits est complexe, combien les entraves à l'exercice des droits sont nombreuses

et de nature diverses. La CNCDH fait le choix de tenir bon sur les principes d'universalité et d'indivisibilité des droits, mais aussi de voir large, dans leurs applications concrètes dans des espaces confinés comme infinis.

La célèbre anthropologue américaine, Margaret Mead, nous a prévenus : *« Ne doutez jamais qu'un petit nombre de citoyens réfléchis et engagés peut changer le monde ; en fait, cela se passe toujours ainsi. »* C'est dans cet esprit que le président de la CNCDH, Jean-Marie Burguburu, a souhaité engager l'institution dans la définition d'une stratégie « droits des femmes » qui conjugue l'amélioration de la loi, de son efficacité, comme les modifications des politiques publiques et la concrétisation de leur déclinaison dans les territoires. Il s'agit aussi de contribuer à faire reculer cette culture de l'inégalité entre les femmes et les hommes, ainsi que les stéréotypes de genre qui l'irriguent et autorisent les discriminations et les violences.

Cet ouvrage porte le message de l'action individuelle et collective, celle qui a besoin de s'appuyer sur une réflexion pluridisciplinaire. En mettant en ordre la réflexion menée lors de ces webinaires, il facilite la tâche au lecteur, au praticien, au militant, au politique et au chercheur intéressé. De ces approches plurielles, l'ouvrage n'en récusé aucune, si ce n'est l'odieuse accoutumance aux entraves qui confisquent aux femmes et aux filles leur égale dignité.

Magali Lafourcade,
*Secrétaire générale de la Commission nationale
consultative des droits de l'homme*

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS..... 5
 Magali LAFOURCADE, *secrétaire générale de la CNCDH*

**PRÉSENTATION DES INTERVENANTES
 ET INTERVENANTS** 15

PREMIER WEBINAIRE
**PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES
 FAITES AUX FEMMES** 21

INTRODUCTION 23
 Dunja MIJATOVIC, *commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe*

TABLE RONDE 1
**État des lieux des instruments et engagements internationaux
 et régionaux en matière de prévention et de lutte contre
 les violences faites aux femmes et aux filles** 27

Propos introductifs 29
 Fanny BENEDETTI, *directrice exécutive d'ONU Femmes France.*

**La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention
 et la lutte contre la violence à l'égard des femmes
 et la violence domestique : quelles avancées ?**..... 30

Françoise BRIÉ, directrice générale de la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF) et membre du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO)

**La Convention d'Istanbul : un levier de progrès pour la garantie
 des droits des femmes à défendre**..... 30

**Un instrument international pertinent et complet pour lutter
 contre les violences sexistes**..... 31

**Une convention assortie d'un mécanisme de suivi « constructif » :
 le Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard
 des femmes et la violence domestique** 31

**La contribution du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence
 à l'égard des femmes et la violence domestique à un cadre
 plus large**..... 33

Le rôle de l'Union européenne dans la lutte contre les violences faites aux femmes et l'exemple de l'Espagne..... 36

Karima DELLI, députée européenne Europe Écologie Les Verts (EELV)

Une Europe à double vitesse en matière de lutte contre les violences faites aux femmes 36

L'Espagne : la preuve de l'efficacité d'une action publique volontaire 37

Les aspects novateurs de la Convention n° 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement au travail 39

Sophie BINET, secrétaire générale de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT (Ugict-CGT) et pilote du collectif confédéral CGT Femmes mixité

La Convention n°190 : une victoire dans la lutte contre le harcèlement et les violences au travail..... 39

Le renforcement de la prévention et des moyens d'action sur les lieux de travail..... 41

Un impensé : la situation de la victime de violences conjugales au travail 42

TABLE RONDE 2

Impact de la crise sanitaire liée à la Covid-19 et nouvelles approches de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles 45

Violences faites aux femmes et confinement, le point de vue du praticien 47

Gilles LAZIMI, médecin généraliste du centre municipal de santé de Romainville, responsable des actions de prévention de la ville de Romainville

L'impact de la crise sanitaire sur les violences faites aux femmes en Île-de-France

Résultats de la consultation menée en juillet 2020 par le Centre Hubertine-Auclert..... 50

Clémence PAJOT, directrice du Centre Hubertine-Auclert

Incidence et formes de violences durant la période de confinement en Île-de-France..... 50

Besoins spécifiques des femmes victimes de violences durant la période de confinement recensés par les associations..... 51

Activité des associations durant la période de confinement 51

Expériences positives menées durant la crise sanitaire par les associations et les collectivités locales 53

Tensions et limites de l'action publique contre les violences faites aux femmes	57
Pauline DELAGE, chargée de recherche au CNRS et rattachée au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris	
L'histoire de l'action publique dans l'Hexagone en matière de lutte contre les violences faites aux femmes	57
Les effets de la crise sanitaire, en particulier du confinement, sur l'action publique en matière de lutte contre les violences faites aux femmes	58

DEUXIÈME WEBINAIRE

DÉFENDRE LES DROITS DES FEMMES DANS L'ÉDUCATION ET LA CULTURE	63
--	----

MOT D'ACCUEIL	65
Anne CASTAGNOS – SEN, responsable des relations extérieures à Amnesty International France.	

OUVERTURE	67
Stefania GIANNINI, sous-directrice de l'UNESCO pour l'éducation	

INTRODUCTION	70
Karima BENNOUNE, rapporteuse spéciale des Nations Unies dans le domaine des droits culturels	

TABLE RONDE 1

Comment l'éducation peut-elle promouvoir l'égalité femme-homme ?	73
---	----

Propos introductifs	75
Georges KUTUKDJIAN, vice-président de la sous-commission « Racismes, discriminations et intolérance » de la CNCDH (mandature 2019-2022) et spécialiste auprès de l'UNESCO des sciences sociales et humaines	

Le rôle des référentes et référents académiques égalité filles-garçons dans la lutte contre les stéréotypes de genre	77
---	----

Marcel BULTHEEL, chargé de mission, référent académique égalité filles-garçons à l'académie de Montpellier

1. Animer et mettre en mouvement tous les personnels (éducation, administration, santé) pour que la thématique de l'égalité filles-garçons ne soit plus invisible	77
2. Fédérer et mettre en système en associant un nombre important et une diversité d'acteurs	78
3. Former et transmettre la culture de l'égalité à l'ensemble des personnels concernés	79

L'égalité dans la cour d'école et les loisirs des jeunes..... 80

Édith MARUÉJOULS, géographe et créatrice du bureau d'études L'ARObE
(L'Atelier recherche observatoire égalité)

**Les conséquences de la relation biaisée par le système de genre
dans la cour de récréation..... 80**

Des interventions possibles pour des effets visibles 81

Le système scolaire : producteur d'inégalités entre les filles et les garçons? 83

Marie GAUSSEL, chargée de recherche au sein du service veille
et analyses de l'Institut français de l'éducation

Témoignage

Dianyce Ekani, lycéenne..... 85

TABLE RONDE 2

Stéréotypes de genre dans la culture : comment les déconstruire?..... 87

Propos introductifs 89

Aliette de LALEU, journaliste et chroniqueuse à France Musique

L'égalité de genre dans le cadre des politiques culturelles françaises 90

Agnès SAAL, haute fonctionnaire à la responsabilité sociale des organisations
au ministère de la Culture

La place des femmes dans l'opéra : l'expérience du Festival d'Aix 93

Paul BRIOTTET, directeur adjoint de l'Académie et de la programmation
des concerts du Festival d'Aix-en-Provence, programmateur et producteur
de spectacles vivants et de résidences artistiques

L'atelier « Les créatrices de l'opéra » 94

Transformation du Festival d'Aix-en-Provence 94

Les actions menées pour 2021 95

Les stéréotypes de genre dans le cinéma et les séries télévisées..... 97

Brigitte ROLLET, spécialiste du cinéma et de la télévision, chercheuse
au Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines et enseignante
à Sciences Po

Clôture 100

Véronique ROGER-LACAN, ambassadrice, déléguée permanente
de la France auprès de l'UNESCO

TROISIÈME WEBINAIRE

**PROMOUVOIR ET RENDRE EFFECTIFS
LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS** 103**OUVERTURE** 105

Nicole AMELINE, *membre du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes*

La reconnaissance des droits 106

L'effectivité du droit 106

L'approche multisectionnelle 107

Recommandations de l'intervenante 107

TABLE RONDE 1

Promouvoir les droits sexuels et de santé reproductive 109**Propos introductifs** 111

Nathalie BAJOS, *sociologue, démographe et directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm)*

Obstacles liés à la promotion des droits sexuels et reproductifs : l'accès à l'interruption volontaire de grossesse en France 112

Laurence ROSSIGNOL, *sénatrice de l'Oise, vice-présidente du Sénat et présidente de l'Assemblée des femmes*

La persistance de l'assignation au traumatisme des femmes recourant à l'IVG 112

Des inégalités encore prégnantes en matière d'IVG 113

Le débat autour de l'allongement des délais légaux et de la double clause de conscience en matière d'IVG 114

Enjeux actuels en matière de droits sexuels et reproductifs 114

L'éducation à la vie sexuelle et affective en milieu scolaire 116

Alice ACKERMANN, *membre du bureau confédéral du Planning familial*

L'évolution de l'éducation à la sexualité en France 116

L'approche de l'éducation à la sexualité au Planning familial 118

Les politiques sociales et familiales au service de l'égalité 121

Hélène PÉRIVIER, *économiste et coordinatrice du pôle Évaluation des politiques sociales et familiales à l'Observatoire français des conjonctures économiques*

Retour historique sur les politiques familiales : des politiques pronatalistes aux politiques d'articulation vie professionnelle-vie familiale 121

Les ambivalences des politiques d'articulation vie professionnelle-vie familiale : l'exemple de la France 122

Enjeux actuels sur les droits reproductifs 123

TABLE RONDE 2

Rendre effectif l'accès aux soins sexuels et reproductifs 125

Propos introductifs 127

Victoria BELLAMI, *doctorante, Centre de recherche sur les droits de l'homme et le droit humanitaire, Université Paris II Panthéon-Assas*

Aperçu général sur l'effectivité des droits sexuels et reproductifs 133

Véronique SEHIER, *autrice du rapport Droits sexuels et reproductifs en Europe (2019), Conseil économique, social et environnemental (CESE)*

Les obstacles à l'effectivité des droits sexuels et reproductifs..... 134

Les barrières légales aux droits sexuels et reproductifs 135

Les barrières pratiques aux droits sexuels et reproductifs..... 136

Des droits menacés partout dans le monde..... 137

La nécessité d'un engagement fort des États en faveur des lois et des services de santé sexuelle et reproductive 138

Accès des femmes en situation de précarité à leurs droits et santé sexuels et reproductifs : focus sur le dépistage du cancer du col de l'utérus 139

Cécilia NGUYEN, *coordinatrice des programmes de Médecins du Monde à Rouen*

Le dispositif : la mise en place des consultations de prévention..... 139

Le profil sociodémographique des personnes accueillies à Rouen dans le cadre de ce dispositif..... 140

Les entraves aux droits sexuels et reproductifs imposées aux femmes par les contraintes de l'institution carcérale 144

Arnaud GAILLARD, *sociologue et enseignant-chercheur*

La sexualité en prison 145

La santé sexuelle en prison..... 146

La maternité en prison..... 147

Conclusion..... 148

Discours de clôture 149

Birgit VAN HOUT, *représentante régionale pour l'Europe au sein du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme*

Le contexte global et l'impact de la pandémie de Covid-19 150

Le Forum Génération Égalité 151

PRÉSENTATION DES INTERVENANTES ET INTERVENANTS

PREMIER WEBINAIRE – PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Fanny Benedetti (modératrice)

Spécialiste en matière de genre et droits humains, Fanny Benedetti est diplômée en droit public et droit anglo-américain à l'université de Paris X-Nanterre, ainsi qu'en droit international au Washington College of Law (LLM). Elle a travaillé aux Nations Unies en tant que représentante d'ONG et au ministère des Affaires étrangères où elle était précédemment en charge des questions liées au genre. Elle est actuellement directrice exécutive d'ONU Femmes France.

Françoise Brié

Directrice générale de la Fédération Nationale Solidarité Femmes, Françoise Brié est experte pour le Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO) du Conseil de l'Europe et ancienne membre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Karima Delli

Karima Delli est députée européenne depuis 2009 pour le groupe Europe Écologie Les Verts et présidente de la Commission transports et du tourisme au Parlement européen.

Sophie Binet

Sophie Binet est secrétaire générale de l'Ugict-CGT, pilote du collectif confédéral CGT Femmes mixité et membre du groupe de négociation de la Convention n°190 sur la violence et le harcèlement au travail de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Laurène Chesnel

Laurène Chesnel est la déléguée chargée des familles au sein de l'Inter-LGBT. Elle représente l'association au sein de la CNCDH, dont elle est vice-présidente (mandature 2019-2022).

Gilles Lazimi

Gilles Lazimi est médecin généraliste au centre municipal de santé de Romainville, responsable des actions de prévention de la ville de Romainville, professeur de médecine générale à Sorbonne Université et ancien membre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Clémence Pajot

Clémence Pajot est la directrice générale de la Fédération nationale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles (FNCIDFF), dont

les membres agissent pour renforcer l'autonomie des femmes à travers l'accès aux droits, la lutte contre les violences, l'insertion professionnelle, la santé et la parentalité. Elle a occupé le poste de directrice du centre Hubertine-Auclert (2014-2021), qui a pour rôle de promouvoir l'égalité et lutter contre les violences faites aux femmes en Île-de-France.

Pauline Delage

Pauline Delage est chargée de recherche au CNRS, spécialisée dans la sociologie du genre et les violences fondées sur le genre, rattachée au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris et autrice de plusieurs ouvrages dont *Violences conjugales : du combat féministe à la cause publique* et *Contrer les violences dans le couple*.

DEUXIÈME WEBINAIRE – DÉFENDRE LES DROITS DES FEMMES DANS L'ÉDUCATION ET LA CULTURE

Karima Bennoune

Karima Bennoune est professeure de droit et chercheuse à la faculté de droit Davis de l'université de Californie. Elle était, de 2015 à 2021, rapporteuse spéciale des Nations Unies dans le domaine des droits culturels.

Paul Briottet

Paul Briottet évolue depuis plus de dix ans au sein du Festival d'art lyrique d'Aix-en-Provence. Il y occupe aujourd'hui le poste de directeur adjoint de l'Académie et de la programmation des concerts. À ce titre, il accompagne le développement de projets pluridisciplinaires et conseille les jeunes artistes dans le déroulement de leur carrière. Producteur de spectacles et de concerts, son travail se positionne aussi à la frontière de la danse, de la performance, des arts visuels et du numérique. Fort d'un riche réseau à la fois européen et international, il aspire à faire dialoguer différentes esthétiques et générations d'artistes entre elles. Il défend une approche qui favorise la diversité, le collectif, la singularité et la création.

Marcel Bultheel

Marcel Bultheel est inspecteur de l'Éducation nationale spécialité information et orientation, chargé de la formation continue pour l'académie de Montpellier, référent académique pour l'égalité entre les filles et les garçons.

Anne Castagnos-Sen

Anne Castagnos-Sen est responsable des relations extérieures à Amnesty International France et représente cette association à la CNCDH (mandature 2019-2022).

Dianyce Ekani

Aujourd'hui étudiante, Dianyce Ekani était lycéenne et ancienne secrétaire générale de l'Union nationale lycéenne.

Marie Gausse

Médiatrice scientifique au sein du service veille & analyses de l'Institut français de l'éducation à l'École normale supérieure de Lyon (ENS), autrice de *L'Éducation des filles et des garçons : paradoxes et inégalités* (2016) et de *Le*

Sexe, le genre et l'égalité (à l'école) (2022), Marie Gaussel est rédactrice pour Édupass et Éduveille.

Stefania Giannini

Stefania Giannini est sous-directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation et ancienne ministre de l'Éducation, de l'Université et de la Recherche en Italie.

Aliette de Laleu (modératrice)

Aliette de Laleu est journaliste indépendante, chroniqueuse chez France Musique et autrice de l'ouvrage *Mozart était une femme* (Stock, 2022).

Georges Kutukdjian (modérateur)

Georges Kutukdjian est vice-président de la sous-commission « Racismes, discriminations et intolérance » de la CNCDH (mandature 2019-2022) et spécialiste auprès de l'UNESCO des sciences sociales et humaines.

Édith Maruéjols

Géographe, chercheuse, créatrice et directrice du bureau d'études L'ARObE (L'Atelier recherche observatoire égalité), qui accompagne la mise en œuvre des politiques publiques d'égalité intégrée, et membre active de l'association Genre et ville, Édith Maruéjols travaille depuis plus de dix ans sur l'organisation physique des cours de récréation et des espaces de loisirs et de sports et la manière dont elle structure les inégalités entre filles et garçons.

Véronique Roger-Lacan

Véronique Roger-Lacan est ambassadrice, déléguée permanente de la France auprès de l'UNESCO.

Brigitte Rollet

Spécialiste du cinéma et de la télévision, chercheuse (habilitée) en cinéma et médias au Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (UVSQ) et enseignante à Sciences Po, Brigitte Rollet travaille sur les questions de genre et de sexualité au cinéma et dans les séries télévisées. Elle est l'autrice notamment de *Femmes et cinéma, sois belle et tais-toi!* (Belin).

Agnès Saal

Agnès Saal est haute fonctionnaire à la responsabilité sociale des organisations, cheffe de la mission expertise culturelle internationale au ministère de la Culture.

TROISIÈME WEBINAIRE – PROMOUVOIR ET RENDRE EFFECTIFS LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

Alice Ackermann

Alice Ackermann est engagée au Planning familial depuis ses 15 ans. Conseillère conjugale et familiale et animatrice de prévention au Planning familial 67, elle est membre des Jeunes Militant-e-s du Planning familial. Après avoir siégé trois ans au conseil de gouvernance de l'IPPF (International Planned Parenthood Federation) et au conseil exécutif régional de l'IPPF European Network, elle est élue depuis janvier 2020 au bureau confédéral du Planning familial et est en charge des affaires internationales.

Nicole Ameline

Nicole Ameline est membre du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), ancienne ministre de la parité et de l'égalité professionnelle, ancienne représentante de la France à l'OIT et ambassadrice en mission sur la globalisation et les questions sociales.

Victoria Bellami (modératrice)

Victoria Bellami est doctorante au Centre de recherche sur les droits de l'homme et le droit humanitaire de l'université Paris II Panthéon-Assas. Ses travaux de thèse, réalisés sous la direction d'Olivier de Frouville, visent à comprendre pourquoi l'objet «santé sexuelle et procréative», tel que conceptualisé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), est reformulé en droit humain à travers l'étude des dynamiques à l'œuvre au sein des systèmes de protection des droits humains aux niveaux international, régional et national. Pour la clinique de droit international d'Assas, elle accompagne les travaux des étudiants sur les droits sexuels et reproductifs.

Nathalie Bajos (modératrice)

Nathalie Bajos est sociologue, démographe, directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) et directrice d'études à l'EHESS. Elle est spécialiste des questions liées à la sexualité, à l'avortement et à la contraception et a notamment codirigé avec Michel Bozon une enquête sur la sexualité des Françaises et des Français (*La Sexualité en France : pratiques, genre et santé*, La Découverte, 2018).

Arnaud Gaillard

Arnaud Gaillard est juriste et docteur en sociologie, spécialisé sur les mécanismes de pénalité, les droits fondamentaux et les enjeux de développement. Il représente l'Observatoire international des prisons à la CNCDH. Il enseigne à l'université de Paris et travaille sur le programme de recherche Development Engagement Lab (DEL) auprès de UCL et Focus 2030. Il est, entre autres, l'auteur de *Sexualité et prison* et de *999, au cœur des couloirs de la mort*, et le réalisateur de *Honk* et *Ikaria*.

Cécilia Nguyen

Cécilia Nguyen est coordinatrice des programmes de Médecins du Monde à Rouen. Le Caso (Centre d'accès aux soins et d'orientation) comporte un pôle médical, un pôle d'accueil social et un pôle prévention proposant des consultations de prévention et de dépistage VIH-IST-hépatites et en droits et santé sexuels et reproductifs. Auxquels s'ajoutent deux programmes mobiles en soirée : une maraude médico-sociale auprès des personnes en situation de rue et une maraude en réduction des risques en santé auprès des travailleuses du sexe.

Hélène Périvier

Hélène Périvier est économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Sciences Po Paris. Elle dirige le programme Presage (Programme de recherche et d'enseignement des savoirs sur le genre). Ses recherches portent sur les politiques sociales, le marché du travail et les inégalités entre les sexes ; son dernier ouvrage, *L'Économie féministe*, est paru aux Presses de Sciences Po à l'automne 2020.

Laurence Rossignol

Laurence Rossignol est sénatrice de l'Oise, vice-présidente du Sénat et présidente de l'Assemblée des femmes. Ancienne ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes en France, elle se mobilise au quotidien pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes et lutter contre toutes les violences faites aux femmes.

Véronique Séhier

Véronique Séhier est rapporteuse de l'étude *Droits sexuels et reproductifs en Europe : entre menaces et progrès*, de la délégation Droits des femmes et égalité du Conseil économique, social et environnemental (CESE), dont elle a été membre jusqu'à mars 2021. Elle a également été membre de la commission « Santé, droits sexuels et reproductifs » du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, et coprésidente du Planning familial dont elle fait toujours partie.

Birgit Van Hout

Birgit Van Hout est représentante régionale pour l'Europe au sein du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Elle cherche à faire progresser les droits humains au sein de l'Union européenne et s'intéresse notamment aux questions relatives à l'égalité de genre, la diversité et l'inclusion.